

LE CHARME DISCRET DES APPAREILS...

Les anarchistes n'ont jamais pensé que «*la fin justifie les moyens*». Personnellement, je suis même convaincu que l'usage du mensonge est totalement inutile et se retourne finalement contre ceux qui prétendent en faire une arme politique.

Dans ces conditions, «*Demain on rase gratis*», demeure la propriété de tous ceux qui «*agitent le Peuple avant de s'en servir*».

Il n'y a pas de vie possible sans le minimum de «*libertés démocratiques*» sans cesse remis en cause par les «*hommes de pouvoir*», quelles que soient, par ailleurs, les idéologies dont ils se réclament.

Avec la guerre en Irak, on a eu un bel exemple du cynisme éhonté de ceux qui nous gouvernent ou aspirent à nous gouverner.

C'est au nom de la démocratie, du droit d'ingérence et au mépris du droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes que l'impérialisme américain a écrasé sous les bombes (que personne n'a osé qualifier «*d'armes de destruction massive*») le Peuple irakien préalablement désarmé.

Cependant, tout le monde a pu, grâce à la télévision, admirer, miraculeusement préservé et trônant au milieu des ruines et des morts de Bagdad: SA SAINTETÉ LE MINISTÈRE DU PÉTROLE.

C'est en 1991 que le gouvernement américain a commencé sa croisade pour le pétrole. A l'époque, en France, sous le règne de François Mitterrand, rares furent ceux qui osèrent condamner l'intervention américaine.

Les mêmes, une dizaine d'années plus tard, se sont convertis au «*pacifisme*» et organisent des manifestations d'union sacrée auxquelles il est de bon ton de participer sous peine de se trouver «*isolés*».

C'est aussi au nom du refus ou de la crainte de se sentir «*isolés*», qu'on assiste aujourd'hui à de bien singulières manœuvres.

Comment expliquer la participation à la manifestation d'union sacrée en faveur de Chirac après la déconfiture électorale du parti «*socialiste*»?

Comment expliquer vouloir défendre la «*République Une et Indivisible*» avec des partisans avérés de l'Empire Européen?

Enfin, comment expliquer l'affirmation selon laquelle la défense de nos retraites nous «*condamnerait*» à l'unité!!!

L'unité... avec qui? Avec ceux qui, de la C.G.T. à la C.F.D.T. font allégeance à la C.E.S. qui n'est autre chose qu'une institution subsidiaire de la «*nouvelle Europe*» qui exige, organise et finalement obtient la destruction progressive et totale de tous nos acquis sociaux.

Une seule explication: substituer à l'action politique et syndicale, sur des objectifs clairement définis, l'organisation systématique de défilés (au caractère carnavalesque de plus en plus accentué) afin de soulager la tâche des «*forces de l'ordre*» en canalisant le mécontentement populaire.

Autrement dit, tout faire pour ne pas rompre le lien avec ceux qui, en Europe, exercent effectivement le pouvoir et, ainsi, espérer pouvoir continuer à goûter du «*charme discret des appareils*».

Alexandre HÉBERT.

LE SÉISME DE LA PROFESSION MÉDICALE...

Le séisme qui touche la profession médicale et tout le système de soins - «*le système tremble de tous ses membres*» dit le Dr Jacques Lucas dans «*Le billet du Conseiller National de la revue du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins Loire Océan Médical*» en rajoutant «*et ce n'est pas fini, car la mutation est violente*» provoque un véritable démantèlement de tout le système public et un pillage organisé des structures privées invitées à se restructurer en faisant investir à nouveau dans des pôles public/privé les mêmes médecins qui avaient lors de leur installation investi une première fois dans leur «*outil de travail*». Les médecins sont pris entre de multiples contraintes contradictoires:

La pénurie de médecins aggrave leurs conditions de travail.

Organisée sous le prétexte de la revalorisation de la médecine générale, la réforme des études médicales crée un internat qualifiant en 1982, dix ans avant la signature du traité de MAASTRICHT et fait passer le *numerus clausus* (nombre d'étudiants admissibles aux études de médecine en fin de première année de 8.588 en 1971 à 3.500 en 1992 et 4.700 en 2002. Les spécialités médicales (exception française) doivent passer de 52 à 17 (*Conseil de l'Ordre des Médecins* n°96 octobre 2002) en comptant la médecine générale. Les circulaires européennes visant à harmoniser les compétences dans un premier temps (1993), la libre circulation des médecins dans l'Union Européenne dans un second temps et enfin le «*fichage*» volontaire des patients en instituant la carte *Sésame Vitale* européenne pour se faire rembourser dans tout pays européen comme dans celui d'origine. Même en passant à 8.000 le *numerus clausus*, il faudrait attendre 2027 à 2030 pour atteindre le même nombre de médecins qu'en 2002, date à laquelle la pénurie est déjà sensible - chirurgie, gynéco, ophtalmo, anesthésie, réanimation, dermato (rapport Berland) - et quel que soit le *numerus clausus* proposé la densité médicale qui est en 2020 de 332 pour cent mille habitants, en 2012 passera à 305 médecins pour cent mille habitants, soit une perte de 27 médecins pour cent mille habitants en dix ans. C'est pourquoi dans l'urgence et sans aucune évaluation préalable des coûts engendrés, il est proposé un certain nombre de transfert de compétence. Certains labos forment les médecins polonais à de nouvelles techniques pour leur permettre d'exercer en France car il est question de donner une équivalence des diplômes après SEIZE SEMAINES de «*stages*» appelés «*prestations de service*». Le Président du *Conseil National de l'Ordre des Médecins*, le Pr Langlois, alarmé, s'est même déplacé à Bruxelles pour défendre «*l'exception française*». Il est revenu catastrophé car de nombreux «*charlatans*» défendaient eux aussi leurs «*prestations de service*» (bulletin de *l'Ordre* n°98 février 2003). La lecture des statistiques de la démographie médicale montre que les chiffres sont stables dans certaines spécialités grâce aux ophtalmologistes formés hors de France. Malgré notre traditionnelle xénophilie, et notre légendaire accueil des étrangers et des exilés, l'amertume de nombreux étudiants éliminés avec de très bonnes moyennes pour cause de *numerus clausus* risque de dégénérer en nouvelles révoltes.

L'informatique.

La carte *Sésame Vitale* européenne est l'autre versant du danger LIBERTICIDE de ce qui se met en place en matière de santé. La carte *Sésame Vitale* était destinée à faciliter les remboursements des patients et à faciliter le recueil de données à visée statistiques mais dans les Unions Régionales, les médecins n'ont toujours pas le retour d'informations sur les soins qu'ils produisent. Pire, ils ont même découvert que des données médicales sont déjà vendues pour le marketing par des sociétés écran telle CEGEDIM filiale de CEGETEL, elle-même filiale de VIVENDI qui, par exemple, a racheté presque tous les éditeurs de logiciels médicaux. Cette dérive commerciale du recueil de données médicales a même été confirmée dans *les Échos* n°18649 du 6 mai 2002, et par Marc LASSUS dans une émission de télévision: *Les Coulisses de l'Économie* (19 sept. 2002 TF1), l'ex PDG de GEMPLUS, Société de «*l'inventeur*» de la puce. N'est-ce pas inquiétant de voir cette société vendue aux Américains et depuis peu aux mains d'un ex-cadre de la CIA? Dans les Unions Professionnelles et en particulier celles des Pays de la Loire, on travaille à l'ÉVALUATION DES PRATIQUES et à l'élaboration de référentiels. Cette standardisation des *Bonnes Pratiques Cliniques* ne risquera-t-elle pas à terme de faciliter le transfert de compétence par la robotisation des soignants et des protocoles? Ne faudrait-il pas mieux des «*têtes bien faites que bien pleines*» (Rabelais) et apprendre à développer l'esprit critique?

Certains SAMU ont inauguré le fait de se passer de médecins dans les véhicules d'urgence. Ce type

de solution ne risque-t-il pas de s'étendre? Un exemple encore: la prise en charge de la grossesse à bas risque. Il y a de fortes présomptions que celles-ci soient prises en charge par les Médecins Généralistes, voire les sage-femmes vers les pôles où seront regroupés des plateaux techniques plus performants le peu d'obstétriciens qui restera. Ces vastes «*accouchoirs*» ou usines à naître sont fort décriés et par l'ensemble de la profession et par les sage-femmes elles-mêmes. Il y a fort à parier qu'un jour on invitera les femmes, comme en Hollande, à accoucher à la maison.

La dévalorisation des actes médicaux au profit de «*sous traitants*» mieux payés et pourtant moins qualifiés.

De rudes négociations conventionnelles se déroulent actuellement, la révolte des spécialistes suit celle des généralistes de l'hiver 2001. Leurs honoraires n'ont pas été revalorisés depuis plus de huit ans et ont même été abaissés de 10% par le biais des cotations par Mme Aubry en 1999. Les transferts de compétence amènent des situations pour les moins paradoxales. On demande aux médecins de diminuer le nombre d'actes et le coût relatif des actes pendant qu'on élargit le champ de compétences de paramédicaux qu'on paye plus cher; deux exemples:

1- l'échographie obstétricale pratiquée par une sage femme (bac +4) est remboursée 30% plus cher que lorsque le même acte est pratiqué par un médecin échographiste (bac+11);

2- le bilan orthoptique (acte technique) pratiqué par une orthoptiste (bac+3) est remboursé 23.80 euros alors que la consultation de l'ophtalmologiste (bac+11) 22.87euros (acte intellectuel, responsabilité médicale de trente ans, etc...).

Comment s'étonner du mouvement de révolte des médecins à qui incombent la responsabilité médicale pendant maintenant quarante huit ans...?

La CPAM de NANTES vient de déconventionner un ophtalmologiste d'un secteur rural de Loire-Atlantique, le Dr Yann HAMARD de CHATEAUBRIANT car il arrondissait les 22.87 euros de la majorité de ses consultations à 23 euros et exceptionnellement à 30 euros, quand l'exigence de rapidité l'obligeait à augmenter sa charge de travail. Par non respect des avenants tarifaires des conventions précédentes, la dévalorisation de l'acte médical est telle que nombre de cabinets libéraux en arrivent à ces misérables expédients. Cette sanction risque de pénaliser l'ensemble des assurés sociaux. La solidarité s'organise autour des praticiens sanctionnés dans toute la France sur un front syndical unique comme l'ont montré les manifestations du 17 avril à Nantes et à Valence, et l'ensemble de la profession menace de se déconventionner. Dans ce cas, aucune consultation d'ophtalmologie ne sera remboursée après le 1er mai 2003. Provocation? Excès de zèle? Ou mœurs de terroriste et de preneur d'otage pour faire signer un accord en demi teinte, une «*néo convention*» entérinant le «*dumping généralisé des actes*», afin de mieux limiter «*le panier de soins*». Otage choisi perfidement peut-être simplement à cause de son nom, quand on connaît l'humour caustique dudit Directeur de Caisse «*Y EN A MARRE*», oui certes.

La judiciarisation de l'exercice médical et la suspicion permanente pour précaution sanitaire.

La CNAMTS dirigée par Mr SPAETH (CFDT) a proposé de faire payer un tiers de la prime *Responsabilité Civile Professionnelle* (explosive depuis la loi KOUCHNER du 4 mars 2002 sur le droit des malades et l'arrêt Perruche) par les cotisations de Sécurité Sociale. La *Fédération des Médecins de France* présidée par Dr Jean Claude REGI est la seule centre syndicale à s'y opposer par souci d'INDÉPENDANCE. On peut légitimement se demander comment se régleront les litiges dès lors que, du même assureur, dépendra le patient et le médecin? Ainsi donc, patients comme médecins assistent impuissants et non informés à leur «*CAPTURE*» au profit futur et probable des assurances privées ou des mutuelles, et l'étau se resserre. Car il faut savoir qu'en 1995, l'OMC a exclu des accords sur le commerce mondial la santé, l'éducation et la culture. L'Union Européenne demande aujourd'hui que cette exception ne soit pas reconduite au-delà de dix ans. Cela signifie qu'en 2005, la santé, entre autres, fera partie du monde MARCHAND. On comprend pourquoi tant d'appétits sont aiguisés derrière les négociations conventionnelles en cours.

Tous ces «*pillages*» mettent en pièce la liberté des patients, de tous les citoyens. Ces «*pillages*» auxquels l'actualité risque de nous habituer, soulèvent l'indignation des médecins et annoncent un RETOUR A LA BARBARIE. Il est urgent d'en informer nos concitoyens, de les dénoncer, INFORMER C'EST DÉJÀ RÉSISTER.

Docteur Françoise BELLOIR FURET

COLLOQUE NATIONAL POUR LA DÉFENSE DE L'UNITÉ DE LA RÉPUBLIQUE

SAMEDI 24 MAI DE 14 H à 18 H.

Athénée Municipal Place Saint-Christoly 33000 BORDEAUX

Sur le thème:

**«Décentralisation, régionalisation, subsidiarité, constitution européenne:
Comment défendre la République, la démocratie et la laïcité,
menacées par l'Europe vaticane, cléricale et religieuse».**

Avec les interventions de:

René ANDRAU - Auteur de:

«Les féodalités reviennent», «La dérive communautariste», «Dieu, l'Europe et les politiques».

Paul BROUZENG:

Professeur d'histoire des sciences à Paris Sud Orsay pour l'Union Rationaliste.

Christian EYSCHEN:

Secrétaire général de la Fédération Nationale de la Libre Pensée.

Jean-Marie MATISSON:

Président du Comité Laïcité-République.

Étienne PION:

Président du mouvement Europe et Laïcité (CAEDEL).

Joachim SALAMERO:

Président de la Fédération Nationale de la Libre Pensée

Et une communication de:

Jacques LAFOUGE ancien Grand Maître du Grand Orient de France.

NOTES DE LECTURES:

LE BLOC-NOTES DE PHILIPPE BOUVARD

Dans le *Figaro Magazine* du 19 avril 2003, Philippe Bouvard s'attaque aux «croissez et multipliez» que le retour offensif des obscurantistes religieux de tous bords a intégré au «politiquement correct». Par expérience, nous savons tous qu'il faut un certain courage pour enfreindre un tabou... Apparemment, Philippe Bouvard n'en manque pas.

Alexandre HÉBERT.

«Que la vie serait donc belle et le monde paisible si la population du globe se limitait au signataire de ces lignes et aux quelques petits commerçants intègres, chargés d'assurer sa subsistance!... Mais non. A force de vouloir transformer les déserts en fourmilières et d'ériger la reproduction galopante de l'espèce en valeur universelle, on a souillé la nature et gâché à la fois la paix, l'harmonie et les bonheurs les plus simples. A l'époque où les grands prêtres de tous les pays, y compris les plus déshérités, célèbrent le culte de la natalité, qui aura le courage de dénoncer les périls de la surpopulation? Qui osera remarquer qu'une nation aussi riche que la France manque tragiquement de crèches, d'écoles, de transports en commun, de logements, d'espaces verts, d'autoroutes pour satisfaire les besoins les plus élémentaires de ses habitants? Qui dénoncera la responsabilité de l'expansion démographique dans les famines, les épidémies et les guerres? Au lieu de quoi on ne cesse de recenser triomphalement, comme s'il s'agissait de victoires, les augmentations de bacheliers, de CRS, de téléspectateurs. En se gargarisant avec les progrès d'une espérance de vie qui embouteille les hôpitaux sans désengorger les cimetières. Que d'erreurs et d'imprudences dans cette histoire de l'humanité qui est allée du big-bang au baby-boom en faisant croître exponentiellement la délinquance, la misère et les catastrophes. Trop c'est trop. Et nous sommes beaucoup trop. Une seule exception culturelle que la franchise m'oblige à reconnaître: les lecteurs, eux, ne sont jamais assez nombreux...».

AVANT ET APRÈS AUSCHWITZ par le général Vassili PETRENKO (1)

Une culotte de peau soviétique, général de division en 1944, plus ou moins bien déstalinisé, raconte ses souvenirs. Une autobiographie de plus. En 1981, il se trouve à Washington pour une conférence interna-

tionale consacrée à la libération des camps nazis. Il est le seul survivant des généraux dont les unités ont libéré Auschwitz. Il se fait quasiment agresser verbalement dans un couloir par un américain qui lui reproche d'avoir freiné la libération du camp pour laisser aux nazis le temps de liquider le maximum de prisonniers. N'ayant pas le souvenir d'avoir reçu des ordres dans ce sens et se rappelant que ce fut à la suite de nombreux jours de combat 24 heures sur 24 qu'ils arrivèrent aux abords du camp, à son retour en URSS, il décida d'aller consulter les archives de guerre de la 60^{ème} armée qui opéra dans le secteur à la fin de l'hiver 44/45. Il en revint avec la conviction suivante: «*Mettre fin à l'activité criminelle d'extermination de masse dans le camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau, créé par l'Allemagne hitlérienne, est un objectif qui n'apparaît pas parmi les buts de guerre, principaux ou secondaires, de l'opération Vistule-Oder*» (2). Cela n'apprend rien de plus aux historiens et vous commencez à vous demander pourquoi je vous ennuie avec ce bouquin. Tout simplement parce que le Vassili, bien mal déstalinisé, reprend, dans les pages traitant de sa jeunesse en Ukraine, les calomnies habituelles contre Makhno (3), «*bandit antisémite organisateur de pogroms*»!!! Autant le savoir pour ne pas lui procurer des droits d'auteur.

Marc PRÉVÔTEL.

(1) Général Vassili PETRENKO. «*Avant et après Auschwitz*». Flammarion Paris 2002. 19 euros.

(2) Op.cit. p.120 (3) Ibid. pp.26/30.

EN VRAC...

Ni anti-américains ni anti-irakiens

Saddam Hussein est (s'il est toujours vivant) un ignoble satrape et un guestapiste de choc. Nous n'en concluons pas que tous les citoyens irakiens sont du même acabit. George Deubeulyou Bouch, le garçon vacher bouffon bigot mal élu ancien tueur en série et crétin des Appalaches, est une canaille d'extrême-droite, ainsi qu'une bonne partie de son entourage. Nous n'en concluons pas que tous les citoyens étasuniens sont du même acabit. Tant mieux que Saddam Hussein soit passé à la trappe. Dommage que Bouch soit toujours en place, avec son arrogance de moins en moins supportable.

Mais le résultat de cette guerre ne nous fait pas approuver, après coup, qu'elle ait eu lieu. Messieurs les philosophes Bruckner et Glucksman, défendant la politique de la canonnière chère à Bouch, ont caractérisé ses adversaires comme membres du «*parti de la honte*». Ces «*braves gens*», autant intellos que je suis évêque, applaudissant le nouveau chérif de la biosphère avec son gros bâton, ne sont que des philosophes de la honte. La guerre de Bouch contre Saddam Hussein n'avait rien de «*moral*». Bouch se foutait bien de la «*libération*» des Irakiens. Ce n'était, et ce n'est toujours qu'une guerre pour le pétrole. Caricaturalement, tous les ministères irakiens ont été détruits, sauf un: le ministère du pétrole. Messieurs Bruckner et Glucksman, Bouch s'est servi de vous en vous ridiculisant et vous continuez à lui lécher les bottes, oui, vous êtes vraiment des philosophes de la honte.

Le sang du pétrole

En fouinant dans des librairies, j'ai trouvé les lignes suivantes signées par un général français de l'armée de l'air (du cadre de réserve). Même dans ces milieux, il arrive qu'on trouve, parfois, de l'intelligence.

«*La première guerre du Golfe, dont les pages qui précèdent s'efforcent de rendre compte, avait déjà eu pour cause les attraits du pétrole que recèle le sous-sol de l'Irak. Il s'agissait d'en tarir l'extraction afin que l'Arabie Saoudite s'attribue le quota de production que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avait fixé à Bagdad. On sait qu'en 1945, revenant de la conférence de Yalta, le président Roosevelt avait conclu un accord avec les Saoud qui assurait aux États-Unis l'exploitation des richesses énergétiques de l'Arabie en échange du soutien politique de Washington. Depuis, des liens de plus en plus nombreux avaient associé les deux pays, notamment dans les domaines de l'armement, des travaux publics, de la banque et, surtout, du pétrole et des activités connexes.*

En janvier 1989, accédant à la Maison Blanche, le président Georges Bush avait installé dans les allées du pouvoir de puissants intérêts pétroliers. Les États-Unis sont une démocratie ploutocratique où la réussite industrielle et commerciale, donc financière, confère des droits politiques et aussi le devoir de contribuer à la grandeur et au rayonnement de la nation.

Au cours du premier semestre 1990, agencer l'opération «Irak contre le Koweït» visait bien à renforcer financièrement l'Arabie Saoudite mais aussi à exercer, militairement, une présence permanente à proximité du plus important des potentiels énergétiques, de surcroît facilement exploitable.

Le chapitre II détaille les démarches de ce que l'on appelle la «communauté internationale», les deux superpuissances en tête, pour armer l'Irak. Et non seulement pour lui fournir des armes traditionnelles, mais également des armes dites de «destruction massive», nucléaires, chimiques, biologiques. Aussi, Bagdad pouvait-il croire que ses nombreux fournisseurs lui faisaient confiance, souhaitaient que l'Irak devienne une puissance militaire et aussi - le président Bush faisant assaut d'amabilité - que les États-Unis l'incitaient à mettre un terme à cette séquelle du colonialisme britannique qu'est le Koweït, détaché par Londres de l'Irak ex-province ottomane afin de disposer d'une escale sur la route des Indes. En revanche, Saddam Hussein avait dû tenir compte du choix des États-Unis s'accordant sinon avec le wahhabisme du moins avec l'Islam croyant pour l'opposer au matérialisme et à l'athéisme soviétiques. Le baassisme socialisant et laïcisant était mal vu outre-atlantique d'autant qu'il soutenait une politique d'indépendance que réprovoque Washington parce qu'elle fait obstacle à ses desseins hégémoniques. Et tout aussi rejeté par les autres pays musulmans cherchant dans la pratique religieuse une compensation à leurs multiples frustrations» (4).

Adieu foulard, adieu Madras

Titre de *l'Express* du 30 avril: «*Le voile à l'école, le mea culpa de Jack Lang*». Il y aura mis du temps. Paraît que ce sont des amis musulmans qui l'ont convaincu. Il doit être dur à la détente car, dès le début, dès la fin des années 80, les citoyens français d'origine maghrébine qui sont mes amis insistaient pour le refus de cet accoutrement, sachant ce qui se cachait derrière ce prétexte, cet instrument de discrimination, ce ghetto portatif. On nous montre, comme au zoo, des jeunes femmes au minois charmant engoncé dans un morceau de tissu tenant lieu de cache-sexe religieux. Et certains imams de faire remarquer que l'islam est une religion visible... et qu'il faut s'y faire. Ignorant que l'histoire de la laïcité en France a été sanglante, qu'il y a eu des morts des deux côtés.

Pendant plusieurs siècles, le catholicisme a été religion d'État en France. Lui aussi était visible et audible. Et on ne s'y est pas fait. Même que pour montrer aux curés qu'ils n'étaient plus les patrons, il a fallu en raccourcir quelques uns il y a un peu plus de deux siècles. Nous ne nous ferons pas plus à la visibilité et à l'audibilité de l'islam, en espérant ne pas avoir à utiliser des moyens analogues pour les combattre.

Sur le territoire de la république française, les athées et les agnostiques sont des citoyens à part entière, ayant les mêmes droits et les mêmes obligations que les croyants. Il y en a à qui il faudrait demander publiquement (pour qu'ils répondent publiquement) s'ils trouvent cette situation normale. Chaque fois que j'ai eu l'occasion de poser la question en privé à des croyants intégristes, aussi bien chrétiens et juifs que musulmans, la réponse maugrée n'était pas claire.

Ils nous font la gueule quand on leur siffle la ritournelle de Jacques Prévert:

«*A comme absolument athée; H comme hermétiquement athée; E accent aigu comme étonnamment athée; E comme entièrement athée*», comme nous leur faisons la gueule quand ils nous sifflent leurs ritournelles à eux. La Liberté est un combat. La tolérance aussi. Ou on se supporte en éliminant au maximum visibilité et audibilité... ou on s'étripe. Je suis partisan qu'on se supporte, mais...

Il y a quelques années, alors qu'il était déjà question de «moderniser» la laïcité, j'avais proposé dans *l'Anarcho-Syndicaliste* qu'on commence par moderniser le vieux slogan révolutionnaire «*Les Curés à la lanterne*» en faisant un blot : les curés, les pasteurs, les papes, les rabbins, les imams, les bonzes, etc..., à la lanterne! Je persiste et signe.

Marc PRÉVÔTEL.

(4) Pierre-Marie GALLOIS: «*Le sang du pétrole - Guerre d'Irak 1990-2003*» - L'âge d'homme, Lausanne 2003, pp.308-309.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
